

Questions orales

Quant aux détails de cette fiducie sans droit de regard, il ne les obtiendra pas pour des raisons évidentes.

M. Kaplan: Que faites-vous des apparences?

LA GESTION DES BIENS EN FIDUCIE SANS DROIT DE REGARD

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, comment peut-on dire qu'il n'y a pas de droit de regard quand c'est le conjoint qui gère les biens en fiducie? Combien d'autres membres du cabinet ont-ils des biens en fiducie sans droit de regard gérés par leur femme?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, cette allégation est dénuée de tout fondement.

M. Broadbent: Il s'agit d'une question.

M. Tobin: Combien d'autres?

M. le Président: À l'ordre!

M. Nielsen: L'information concernant l'identité du fiduciaire est du domaine public. Si le député désire examiner soigneusement les faits, il verra qu'il s'agit de *Victoria and Grey*, je crois, le successeur de la Banque nationale.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA PROSPECTION DU PÉTROLE ET DU GAZ EN MER—ON DEMANDE LE MAINTIEN DU MORATOIRE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre de l'Environnement. Le rapport commun Canada-Colombie-Britannique sur la prospection du pétrole et du gaz en mer a été publié hier soir. Les très nombreux témoignages et mémoires communiqués à la commission ont révélé les dangers de la prospection en mer et une opposition générale au forage. Par conséquent, le ministre va-t-il s'engager à maintenir le moratoire de 1972?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je vais prendre le temps d'étudier plus à fond qu'il ne m'a été possible de le faire jusqu'ici le rapport dont parle le député. Je comprends fort bien certaines des craintes qu'il a constamment exprimées à ce sujet et je les prendrai toutes en considération lorsque je lirai le rapport.

LE TRAFIC DES PÉTROLIERS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, cette réponse ne veut rien dire pour les habitants de la Colombie-Britannique. Cela fait deux ans que le ministre étudie le rapport. Il sait que la levée du moratoire permettrait aux pétroliers de pénétrer dans ces eaux intérieures. Par conséquent, promet-il à la Chambre d'étudier les conséquences qu'entraîneraient d'une part le trafic des pétroliers et d'autre part la prospection et l'exploitation avant même d'envisager la levée de ce moratoire?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Oui, monsieur le Président, je tiendrai compte de tous les facteurs pertinents et je me laisserai guider principalement par le souci de protéger l'environnement.

LES PLUIES ACIDES—LES DÉPENSES DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, je m'adresse au même ministre. Les dernières dépêches en provenance de Washington révèlent que le gouvernement américain n'a déposé aucune proposition budgétaire concernant les dépenses de 5 milliards de dollars recommandées par les envoyés pour lutter contre les pluies acides. Et pour couronner le tout, il s'oppose à toute tentative du Congrès de légiférer sur la limitation des pluies acides. Au nom du ciel, qu'est-il advenu des promesses faites en mars lors du sommet de Washington?

● (1450)

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, il semble bien que le député se fonde sur un ou deux articles parus dans les journaux de ce matin ou d'hier soir peut-être. Il faut se méfier d'un homme qui ne lit qu'un article ou deux pour fonder son intervention. En vérité, le secrétaire à l'Énergie, M. Herrington, a fait la déclaration suivante devant un comité du Congrès:

A la fin de l'été, des mécanismes appropriés pour l'application intégrale des recommandations du rapport des envoyés . . .

Il parle des envoyés du Canada et des États-Unis.

. . . auront été arrêtés et nous réexaminerons nos programmes permanents de recherches et de réglementation afin de les rendre plus innovateurs et plus conformes aux objectifs du rapport en question.

LES PROPOS D'UN REPRÉSENTANT AU CONGRÈS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, que pense alors le ministre des propos du représentant au Congrès des États-Unis qui a déclaré assez ironiquement: «Nous avons vraiment dupé ces Canadiens»?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je m'en remets au député en matière de duperies. Il ferait bien de lire la transcription de ce qui s'est vraiment dit au comité idoine du Congrès. Voici ce que le secrétaire à l'Énergie a ajouté ensuite:

On favorisera les transferts de technologie . . .

Il entend les transferts de la technologie nécessaire à la limitation des pluies acides.

. . . en levant les contraintes réglementaires actuelles qui nuisent à toute innovation dans ce domaine. De telles mesures sont en cours actuellement et l'acceptation du rapport des envoyés . . .

L'acceptation par le gouvernement des États-Unis, bien sûr.

. . . a donné une nouvelle impulsion aux démarches . . .

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. McMillan: C'est écrit noir sur blanc. Le député n'a qu'à se donner la peine de lire cette transcription.